

Arsène Mwaka Bwenge

Les Milices Mayi-mayi à l'Est de La République Démocratique du Congo: Dynamique d'une Gouvernamentalité en Situation de Crise

Introduction

'Résistants', 'patriotes', 'combattants', 'exclus sociaux en renégociation de statut social', 'rescapés de bandits sociaux', 'forces négatives'... toutes ces expressions ont servi à l'interprétation du phénomène des milices *Mayi-Mayi* issues des conflits politiques, identitaires et fonciers apparus à l'Est de la République Démocratique du Congo. Ces conflits opposent, depuis des décennies, les communautés 'autochtones' des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu à celle(s) Hutu-Tutsi originaires du Rwanda. Ce faisceau d'explications a beaucoup plus servi à désigner les facteurs, à catégoriser, à répartir les rôles et attributions qu'à cerner les 'raisons des causes' qui se dégagent des faits autour d'un phénomène jusque là perçu comme nébuleux.

Sans pour autant prétendre rejeter toutes ces interprétations, cette étude vise à explorer les logiques qui fondent l'action des milices *Mayi-Mayi* en interaction dialectique avec leur environnement local, national, régional et international. Notre analyse se servira de la crise de l'État, dans ses aspects de perte de légitimité, de contrôle sur la totalité de l'espace national et sur la population, en tant que cadre d'intelligibilité du phénomène. Il faudrait, nous en avons conscience, intégrer à ce premier contexte le processus de désocialisation du pouvoir politique et de la dépolitisation du social qui inscrit la région du Kivu dans la crise et dans des conflits meurtriers. Tout en remettant les *acteurs historiques* locaux (B. Verhaegen, 1994: 227-298) au centre de nos analyses, nous privilégierons une grille d'analyse qui met en exergue une forme émergente de *gouvernamentalité*.¹ C'est à travers l'état de la gestion locale des biens publics que les discours et les pratiques des acteurs, les stratégies prévalentes dans les alliances/défections entre factions, deviennent explicables. On comprendra également que les rapports entre les milices et les corps expéditionnaires étrangers impliqués dans les activités guerrières, sont issus de la *gestion prédatrice* des enclaves soustraites aux contrôles de l'Etat congolais. Ces espaces enclavés, *espaces anétatiques*, contrôlés par les *invasions-rébellions* d'octobre 1996 et août 1998, sont des territoires au sein desquels prospèrent des économies maffieuses. Dans une telle situation de concurrence politique et économique et de recomposition des élites par le fait de la rente politique, les jeux des affrontements violents trouvent tout leur

sens dans la dynamique de constitution d'un Etat moderne au Congo. En effet, l'intérêt d'une telle étude réside dans l'examen des relais sociaux que sont les milices privées et dans l'interrogation approfondie des manières de réguler les rapports sociaux entre individus, groupes et Etats, se référant à la territorialité, aux calculs, tactiques et procédures des acteurs.

Cette option tranche avec les approches dominantes qui ont longtemps exagéré le rôle des particularismes historiques locaux de la R.D.Congo orientale (*kivutien*) et qui ont, de ce fait, occulté les vrais ressorts des violences miliciennes. Elle permet de recontextualiser ces milices et cerner leur(s) rôle(s) dans la déstructuration/recomposition du pays. Une tentative de résolution d'un des énigmes de l'histoire récente du Congo et de l'Afrique des grands lacs sera ainsi esquissée.

Dans cet objectif, nous reconstituons, en premier lieu, les contextes national et régional de l'émergence de ces milices. En deuxième lieu, nous fournissons quelques éléments d'identification des *Mayi-Mayi* depuis leurs origines. En troisième et dernier lieu, nous examinons les enjeux des alliances que les différentes factions *Mayi-Mayi* ont tissées avec les acteurs sur le champ violent de l'Est de la R.D.Congo et à travers lesquels s'esquissent des nouvelles formes de gouvernementalité.

I. Impossible Contrôle de la 'Situation Nationale'

Lorsqu'en octobre 1996, les médias annoncent que 'l'invasion-rébellion' qui vient de se déclencher à partir des montagnes de l'Est de la R.D.Congo et du Rwanda a pour porte-parole Laurent-Désiré Kabila, un ancien maquisard, les 'spécialistes' du Congo-Zaïre sont en désarroi. La raison est simple: les slogans du 'contrôle de la situation nationale' puissamment diffusés par le régime autocratique du Maréchal Mobutu avaient fini par convaincre les populations et les chercheurs de l'effectivité de ce supposé contrôle national. Cette nouvelle guerre, précédée par la conflagration Rwandaise restée encore dans les mémoires, a suscité l'intérêt des chercheurs sur cette violence fortement racinée dans une histoire encore mal maîtrisée. Il nous sera certes difficile d'en résumer les traits saillants. Mais, avec un regard croisé sur la démocratisation, l'insécurité engendrée au Kivu montagneux (Nord-Kivu et Sud-Kivu) et l'enchevêtrement des crises voisines sur le terrain congolais, il est possible de rendre compréhensible cette situation de conflit dont les logiques paraissent à première vue irrationnelles.

1.1. Une démocratisation 'décentrée'

Le déclenchement du processus de démocratisation par le Maréchal Mobutu le 24 avril 1990, après 25 ans de règne sans partage, a suscité des attentes d'un bien-être social et d'une nouvelle liberté. La 'transition démocratique' apparaissait aux yeux de nombreux acteurs, à la fois comme une opportunité de

redynamisation de la politique sociale de l'Etat et donc une occasion de réétatisation, de prise en charge du social par les pouvoirs publics issus du processus démocratique. Pourtant, il n'en sera pas ainsi. La classe politique – dirigeants et opposants – va rapidement se livrer à un jeu dont la visée ultime est la captation du pouvoir, des honneurs et de l'argent abandonnant ainsi l'objectif initial d'instauration d'un nouvel ordre politique. Une série de mécanismes et de stratégies tels la corruption, les expéditions punitives et les harcèlements, le débauchage des acteurs politiques, les pillages, l'incitation à la haine ethnique, l'épuration ethnique, la ruse, les négociations et autres forums politiques, la cooptation des opposants... seront abondamment utilisées par la classe politique dont le divorce avec sa population sera de ce fait irrémédiablement consommé.

En fait, c'est dans une succession de négociations et marchandages politiques dont Kinshasa sera le théâtre que vont se solder les sept ans d'une 'transition manquée' caractérisée par un divorce entre 'le discours et les pratiques, entre le cadre jurico-institutionnel officiel et les normes qui le régissent réellement et les comportements, entre le formel et l'informel' (G. de Villers en coll. avec et J. T. Omasombo 1997: 14-15).

Le processus de perte de contrôle de l'Etat sur son territoire, alors déjà avancé, s'accéléra avec la concentration de l'activité politique autour des moyens d'accès et de maintien au pouvoir, les postures politiques face aux enjeux électoraux éventuels, les stratégies de survie à une crise économique qui n'a cessé de s'aggraver sont autant de réalités qui vont rapidement affaiblir l'appareil de l'Etat et tout son système de défense militaire du territoire. Tandis que le pays connaissait une sous-administration patente masquée par la rhétorique du 'contrôle de la situation nationale', les agents de l'Etat sont eux déjà en voie de clochardisation avancée. La corruption, les rançonnements, la concussion, le pillage et les trafics transnationaux illicites massivement pratiqués par les représentants de l'Etat sont autant de réponses à cette misère qui les gagne inexorablement.

Bien que le pays ait connu une certaine éclosion des libertés publiques, les sept ans de la transition congolaise contribueront à affaiblir l'appareil d'Etat à la fois dans ses capacités à répondre aux attentes des populations que dans ses moyens de défense contre les interventions extérieures. La répercussion des enjeux de la transition en province et particulièrement au Kivu montagneux où le régime fort avait réussi à contenir pendant vingt cinq ans de graves contradictions politiques et économiques, favorisera le déclenchement des affrontements communautaires que l'administration locale et les forces de sécurité, débordées, n'arriveront pas à juguler. Il faut noter que les forces publiques, elles mêmes, parce que paupérisées, contribueront à l'évolution négative de cette crise locale. Pour le pouvoir central, l'essentiel de leurs actions sera orienté vers son maintien au pouvoir politique en tant que moyen

de captation des ressources. L'Est du pays payera de ce fait un lourd tribut à cette démocratisation en mal d'encrage.

1.2. Le Kivu montagneux dans une insécurité généralisée

L'importance des forces de sécurité en tant que pilier du régime Mobutu a donné une fausse idée de l'omniprésence du Maréchal Mobutu sur l'ensemble du territoire national; durant plus de trente ans, des portions du territoire national ont été laissées sous le contrôle de mouvements et bandes politico-militaires opposées au pouvoir central. La région du Kivu montagneux qui a constitué l'épicentre de cette vieille contestation, animée par des guérillas plus ou moins folkloriques, était elle-même en proie à des conflits locaux sur lesquels se fermenteront des intérêts de divers ordres provoquant alors une insécurité généralisée.

(a) Les mouvements et bandes armés

Trois vagues sont à distinguer parmi les guérillas qui ont investi l'Est de la R.D.Congo. Il convient de citer en premier celles qui se réclament du lumumbisme et qui ont rassemblé les anciens miliciens Simba et mulelistes dispersés par les représailles des années 64-68. Le Parti Révolutionnaire du Peuple (PRP) de Laurent-Désiré Kabila (C.B. Wilungula 1997) dont les maquis étaient installés au Sud-Kivu (Uvira et Fizi) et au Nord-Katanga (Kalemie, Moba) avec des bases arrières en Tanzanie et en Zambie, est un des plus importants mouvements de guérilla. D'autres maquis de moindre importance constitués à partir de fragments issus des défections successives du PRP et souvent attachés à la personnalité de leurs animateurs (Ndalo, Zabuloni, Charles Simba) que par une quelconque idéologie spécifique, évolueront sans entraves sur les hauteurs de Fizi au Sud-Kivu.

En second, les mouvements armés qui sont apparus dans les années 80 à la frontière Nord-Est de la Province du Nord-Kivu, dans le Territoire de Beni. Il s'agit du Parti de Libération du Congo (PLC) d'Antoine Marandura, du Mouvement des Paysans et des Travailleurs (MPT) de Christophe Opango, de la Lutte pour la Démocratie au Congo (LDC), etc. Tous ces mouvements qui ont opéré le long de la frontière Ougando-Congolaise entre mai 1986 et octobre 1996 ont en commun leur opposition déclarée à Mobutu et le large soutien qu'ils recevaient du régime Ougandais de Museveni. La majeure partie de leurs combattants étaient constitués des réfugiés congolais lumumbistes des années 60, de leurs descendants, de quelques éléments démobilisés et actifs de la National Resistance Army (NRA) ougandaise et des populations des montagnes du Nord-Kivu.

Ces mouvements politico-militaires seront constamment harcelés par le régime Mobutu. Souvent dispersés et obligés de se retirer en Ouganda, ils usent abondamment des embuscades, des pillages, du braconnage... de formes diverses de banditisme avant d'intégrer l'Alliance qui va conduire

Laurent-Désiré Kabila jusqu'à Kinshasa en mai 1997. Ils constitueront avec les Tutsi dits Banyamulenge, une caution congolaise de l'agression Ougando-Rwandaise qui va aboutir à la fuite du Maréchal Mobutu et à l'auto-proclamation de L.-D. Kabila en qualité de chef du nouvel Etat congolais.

Enfin, dans sa stratégie de répression de ces mouvements armés, Mobutu ne choisira ni le dialogue, ni la démocratisation, ni le partage du pouvoir. A la sanglante répression sera associé le soutien à la rébellion ougandaise du National Army for Liberation of Uganda (NALU) d'Amon Bazira, un ancien vice-ministre de Milton Obote chassé du pouvoir par Museveni. Créé en 1991 à partir d'une dissidence au sein du mouvement autonomiste Ruwenzuru – dont le principal dirigeant et fondateur Isaïah Mukiranya est longtemps resté au Congo comme exilé politique – le NALU se servira du territoire Congolais comme base arrière. C'est ainsi que face à l'avancée des attaques de la coalition de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) et l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) au Sud-Kivu et au Nord-Kivu austral et central dès octobre 1996, le NALU sera armé à partir de Kinshasa et de Khartoum en vue d'une attaque d'envergure qui, dès le 13 novembre 1996, mettra sous son contrôle une bonne partie du District de Kasese et la ville de Mbarara à l'ouest de Kampala la capitale, avant d'être repoussé par l'UPDF (Ugandan Peoples Defence Forces). C'est dans la préparation de cette attaque que se concrétise le projet de fusion avec la guérilla de la secte ougandaise de Salif Tabliq pour former l'Allied Democratic Forces, ADF.

Comme on peut bien s'en rendre compte et ainsi que nous allons le développer tout au long de ce texte, c'est par milices interposés et/ou par utilisation des relais que les deux Etats ont choisi de 'dialoguer' pendant dix ans. Chacun d'eux a choisi de soutenir ou tout simplement d'instrumentaliser des opposants armés du voisin. C'était déjà les germes des pratiques caractéristiques d'une gouvernamentalité de crise qui allait progressivement s'enraciner dans les politiques internes et régionales des Etats de l'Afrique des grands lacs et au-delà.

Au même moment, dans la partie centrale et Sud-ouest de la Province du Nord-Kivu, des fortes tensions consécutives à la pauvreté, aux injustices et aux frustrations longtemps accumulées entamaient le tissu social. Le Kivu montagneux devenait de ce fait un cas à part dont l'évolution sera fonction des incursions étrangères et de l'état des affrontements entre le pouvoir central et les pays voisins qui tentent de "provincialiser" cette région délaissée.

(b) Les limites d'un particularisme : la terre et la nation en compétition

Les provinces Congolaises du Nord-Kivu et du Sud-Kivu passent pour être le point de la déstabilisation annoncée de la R.D.Congo. Les observateurs les moins informés arguent rapidement que cette situation est due à une certaine

‘culture conflictogène’ quelque peu congénital des populations de ces provinces et de leurs voisins/adversaires Hutu et Tutsi. Loin de nier le poids des pesanteurs historiques et anthropologiques qui marquent profondément cette région, soulignons une fois de plus que l’incapacité du pouvoir central à recentrer son contrôle sur l’espace territorial constitue une des dimensions de cette crise de l’Etat au sein de laquelle les *Mayi-Mayi* ont prospéré en tant qu’interlocuteurs, régulateurs et relais dans ce champs des violences productrices de rentes de toutes sortes.

Les conflits qui ont déchiré les communautés ethniques du Kivu ont gravité autour de la terre, de la nationalité et du pouvoir.

- *Les conflits fonciers*. En effet, si aux termes de la loi foncière dite Bakajika, édictée au lendemain de l’indépendance, le sol et sous-sol appartiennent à l’Etat congolais, selon les coutumes locales qui animent les pratiques populaires courantes, la terre et tout ce qu’elle renferme constituent une propriété communautaire aux mains des chefs traditionnels, les *Bami*. Cette dualité du régime de propriété, encore portée par les pratiques foncières hybrides (P. Mathieu et T. Mafikiri 1999: 21-62), et du fait de la forte densité démographique constatée dans cette région, induit une vive concurrence sociale qui fait de la terre un enjeu social et politique de première importance.

Le plus souvent, l’attribution des terres libres par les services publics (cas de la nationalisation des anciennes plantations des colons dite *zairianisation*), la spoliation de propriétaires mal protégés et la vente de terres litigieuses, sont à l’origine des conflits. C’est donc le dysfonctionnement des services publics et les arbitrages inéquitables qui sont les occasions d’affrontements massifs et communautaires attisés par des élites locales en lutte pour l’hégémonie locale. Il faut faire observer que les conflits violents, sans doute les plus fréquents, qui peuvent opposer les membres d’une même communauté ethnique sont curieusement les moins médiatisés et étudiés. Les affrontements opposant les membres de communautés différentes et surtout ceux impliquant les ressortissants rwandais ou des rwandophones se réclamant de la nationalité congolaise, sont en revanche largement mis sous les feux de la rampe. Cette inégalité dans le traitement médiatique des conflits a longtemps biaisé le cas *kivutien* qui semblait ne pas intégrer la grande problématique générale de l’Etat post-guerre froide. On peut affirmer que ce ne sont donc pas les conflits en eux-mêmes qui sont insolubles dans le grand cadre d’un Etat moderne multiethnique, mais c’est la crise de cet Etat qui se manifeste par ses criantes absences et son incapacité à quadriller son espace politique, qui donne une fausse vérité à cette ‘particularité locale’.

- *Nationalité et pouvoir*. La question de la nationalité des Hutu et Tutsi habitant le Congo mettent à nue les effondrements au sein de l’Etat au Congo et

dévoile l'opportunisme des acteurs politiques. Utilisée alternativement comme une sanction et/ou une gratification à l'égard de la communauté rwandophone, la nationalité congolaise a été placée au centre des enjeux, des querelles et guerres depuis la dernière décennie du vingtième siècle. Les populations Tutsi réfugiés derrière l'ethnonyme défensif *Banyamulenge*² par le fait de la contestation de leur origine congolaise et de la limitation de leurs droits, sont soit elles-mêmes instrumentalisées par les puissants soit la cible des discours xénophobes. La reconnaissance ou la méconnaissance de la nationalité de ces Banyamulenge et Banyarwanda a toujours été fonction de leur allégeance ou opposition aux élites au pouvoir. Cette situation des Banyamulenge est une constante de l'histoire politique de la postcolonie congolaise. Le régime du Président Laurent-Désiré Kabila n'a pas déroge à cette règle: jusqu'en août 1998 il a soutenu que ces rwandophones étaient bel et bien des Congolais et, quelques jours après leur implication dans la *rébellion-invasion* du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) en 1998, le même président leur reniait ce statut qu'il s'appropriait pourtant à consacrer par un article constitutionnel. Dans une interview dans *Jeune Afrique Economie*, il déclarait ce qui suit : 'Aujourd'hui, leur (Tutsi) nationalité congolaise est fonction de leur comportement. Ce n'est pas par les armes que l'on devient Congolais. C'est conformément aux lois du pays que l'on gagne sa nationalité (...) Donc, les Tutsi du Congo sont là. Quant à leur nationalité, c'est à eux de résoudre cette contradiction' (n° 286 du 3 au 6 mai 1995: 25).

C'est dire donc qu'une politique rationnelle, fondée sur des arguments de droit, ne s'applique pas encore à cette question récurrente (A.B. Mwaka 2003). Il n'existe pas d'éléments objectifs qui inscriraient dans la durée les critères de la nationalité congolaise. Le bénéfice de ce statut juridique de 'national congolais' repose d'avantage sur des éléments conjoncturels sélectionnés selon la volonté et le pouvoir des acteurs sociaux et politiques, selon les rapports de force ethno-politiques. En lieu et place du cadre légal, un imaginaire politique, ravivé par la pauvreté, stigmatise les politiques Hima-Tutsi par une sorte de racisme qui se généralise en Afrique interlacustre (R.D. Congo, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie et Kenya). Cet imaginaire d'exclusion est abondamment utilisé par les *Mayi-Mayi*.

Toutefois, ce pourrissement interne n'est pas le seul cadre favorisant le développement des milices *Mayi-Mayi*. L'environnement régional dominé par l'instabilité institutionnelle y a été aussi pour beaucoup.

1.3. L'enchevêtrement des conflagrations voisines

La crise congolaise des années 90 à ce jour porte la marque des crises voisines. Plus d'un million et demi de réfugiés Rwandais et Burundais ont trouvé refuge

à l'Est de la R.D.Congo en juillet 1994. Les autorités de Kinshasa ont accueilli les dirigeants déchus et les ont aidé à organiser la résistance armée dans un premier temps en tant que gouvernement en exil et dans un second temps en tant que FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda) issu de la fusion de l'ALIR (Armée pour la Libération du Rwanda), des ex-FAR (Forces Armées Rwandaises) et des miliciens Interehamwe. Cet engagement de Kinshasa qui a commencé dans les camps de réfugiés et s'est poursuivi dans les forêts du Kivu, a offert aux dirigeants Rwandais une occasion à la fois de résoudre son problème interne de maintien au pouvoir et de mener une opération de pillage des ressources naturelles de la R.D.Congo en usant du prétexte de la menace d'un nouveau génocide Tutsi.

Cette double fragilisation interne et externe ne fait qu'aggraver l'excentricité d'une région qui est longtemps restée, historiquement et sociologiquement, tournée vers les pays de l'Est de l'Afrique avec lesquels elle a beaucoup plus d'échanges qu'avec Kinshasa et le reste du pays. Ce qui était vrai pour les échanges économiques de cette zone se transposait désormais en politique remettant en cause le principe de souveraineté de l'Etat moderne congolais sur ce territoire. Ce processus de 'déconnexion' de la région Kivu est une situation favorable au développement de la concurrence et des affrontements parfois sanglants entre filières, acteurs non étatiques et corps expéditionnaires étrangers.

En fait, la R.D. Congo à travers le Kivu montagneux entrait dans un cycle de violence causé par l'incapacité de l'Etat congolais à gérer de manière impartiale l'intrusion de quelque 10.000 à 20.000 hommes armés du régime Hutu rwandais déchus et le flou de centaines de milliers de civils Rwandais qui trouvèrent refuge sur son territoire au lendemain du crash de l'avion du Président Habyarimana. Non seulement la présence de ces exilés allait participer à la dissémination des armes dans cette région, déjà en pleine implosion, mais surtout elle conduisait l'Armée Patriotique Rwandaise, du nouveau maître de Kigali, à préparer son invasion à partir de cette zone fragilisée. L'année 1995 sera de ce fait dominée à Goma, Bukavu et leurs environs par des embuscades, des incursions, des attentats à la grenade, des explosions de colis piégés, des poses des mines sur des axes routiers, des attaques à l'arme lourde (P. Dorlodot 1996). Ces premiers coups de force servaient de test afin de mesurer la puissance de feu des Forces Armées Zaïroises (FAZ) et préparer une guerre qui devait éclater en octobre 1997. Dans une première phase, la stratégie militaire consistait en une dispersion des camps de réfugiés à Bukavu, Kibumba, Katala, Kahindo et Goma avant de passer à la seconde phase consistant à marcher sur Kinshasa. Sept mois suffirent pour que l'armée congolaise, à l'image de l'Etat Mubutiste (E. Kennes 1998 : 243), s'effondre devant les troupes de l'Alliance soutenue par des militaires et mercenaires Rwandais, Ougandais, Angolais, Erythréens et/ou Somaliens.

Cette situation de confusion n'allait pas passer sans influencer la conflictualité locale. Les réfugiés, dans un premier temps, s'enrôleront en tant que mercenaires au côté des combattants Hutu de Masisi et Rutshuru en guerre contre la coalition Hunde-Nyanga-Tembo-Nande jusque là peu initiée aux armes. Ils serviront en deuxième lieu le gouvernement congolais attaqué par le Rwanda et l'Ouganda sous le couvert des rebellions congolaises. En troisième lieu, ils seront eux-mêmes opérateurs dans l'entreprise de violence qui aura élu domicile au Kivu. Le grand Congo, pour paraphraser Joaquin Ciervide (2003 : 485), était dorénavant un éléphant abattu et gisant par terre autour duquel des nombreux fauves allaient se précipiter pour prendre part au festin.

A cet état de désordre provoqué par la crise du Rwanda, il faut ajouter la présence des mouvements insurrectionnels Burundais du CNDD-FDD qui se servent aussi du territoire congolais comme base arrière. Comme le NALU-ADF au Nord-Kivu l'avait fait en recrutant des *mercenaires* congolais de l'ethnie Nande, de nombreux congolais Bembe, Vira et Fuliiru du Sud-Kivu se retrouveront dans les rangs de cette rébellion Burundaise. Ce qui servira de justificatif à l'implication du Burundi dans la crise congolaise.

Tous les ingrédients étaient donc réunis pour que la déstabilisation de l'Est du pays cesse d'être interprétée comme le fait des conflits locaux provoqués par la pauvreté, la haine ethnique plus ou moins congénitale entre communautés. Ces interprétations devenaient, à l'épreuve des faits, caduques. Une combinaison des éléments objectifs dessine une nouvelle manière de régenter les rapports sociaux dans l'espace public en tant que lieu d'expression des luttes politico-sécuritaires internes et des conflits interEtatiques dans un contexte d'émergence d'un nouvel ordre mondial. Une réelle entreprise d'insécurité sera instaurée par la nouvelle guerre qui conteste la légitimité de l'Alliance qui avait porté L.-D. Kabila au pouvoir. Des rentes politiques et financières conséquentes seront distribuées aux différents protagonistes des activités guerrières (rébellions, bandes et milices armés). Ces positions rentières contrôlent l'exploitation et les trafics illicites de ressources naturelles, les trafics d'armes, de minutions et de stupéfiants. Les *Mayi-Mayi*, sont des acteurs privilégiés de cette dynamique qui déstabilise le gouvernement dominant en Afrique interlacustre.

II. Quelques Elements d'identification des *Mayi-mayi*

II.1. Origines et Significations

D'où viennent les *Mayi-Mayi*? Qui sont-ils? Que signifie cette expression par lequel on les désigne? Ont-ils apparu dans les années 90 ou ré-émergent-ils du passé lointain? Jusqu'à ce jour, ces questions divisent car le terrain reste encore ensanglanté et une confusion est systématiquement créée par des acteurs politiques qui s'en réclament dans l'espoir de prendre part au partage de la rente politique. De même, des slogans comme 'les *Mayi-Mayi*, ce sont tous les

Kivutiens!', 'les *Mayi-Mayi*, c'est nous!', 'les *Mayi-Mayi*? Pour en voir, regardez dans la rue', sont souvent pris en compte au détriment des témoignages authentiques susceptibles de faire avancer la connaissance sur ce problème crucial. C'est la raison pour laquelle, en rupture avec ces slogans, nous ne proposerons pas ici de définitions de ces milices mais plutôt un ensemble d'éléments d'identification pouvant servir de tremplin aux prochaines recherches.

L'expression '*Mayi-Mayi*' se traduit littéralement par '*eau-eau*' qui fait allusion à des pratiques et croyances magiques consistant à asperger d'eau 'bénite' les combattants afin de les rendre invulnérables aux balles et projectiles ennemis. Cette pratique s'inspire du fameux 'baptême' des rebelles Simba lumumbistes du Conseil National de Libération (CNL) des années 60 à l'Est de la R.D. Congo. Selon le rituel de ce baptême d'invulnérabilité, les miliciens baptisés étaient tenus de lancer les cris de guerre 'mayi! mayi!' à chaque tir ennemi afin de les dévier ou les transformer magiquement en jets d'eau. En effet dans l'imaginaire populaire local, l'eau est le symbole ultime d'annulation des fétiches et des sorts maléfiques. Pour les miliciens *Mayi-Mayi* tout comme les *Simba*, cette eau est magique. Elle reste encore porteuse des principes purificateurs de telle sorte que seuls les *Kadogo* (les plus petits, les enfants-soldats) et les personnes plus âgées, supposées être prédisposées à la continence afin de communier avec les mânes des ancêtres, paraissent les plus habilités à la préparer et à l'administrer sur les combattants. On les appelle 'docteurs' car ils exercent l'art de la prévention contre la mort et les blessures qui surviennent au front. Croyances et pratiques vérifiables sur le champ de bataille? L'essentiel ici est que ces modes de pensées mobilisent des masses et structurent des comportements qui font l'histoire aujourd'hui.

Le phénomène *Mayi-Mayi* est apparu au début des années 1996 au Nord-Kivu dans la foulée de la guerre de Masisi. Ce qualificatif venait unifier une multitude de milices armées apparentées aux ethnies Hunde, Nyanga, Tembo, Nande... et décidées à défendre leurs intérêts contre une présence qui était localement perçue et vécue comme un *envahissement étranger*. Cet *étranger* était alternativement le soldat du gouvernement de Kinshasa (mars 1993-octobre 1996), le réfugié-rebelle et le soldat régulier du Rwanda, du Burundi ou de l'Ouganda (de 1996 à ce jour), l'entreprise exploitant les richesses naturelles de la contrée, la ferme agricole d'un exploitant semi-industriel, le membre d'une communauté réputée étrangère et hégémonique comme le Tutsi et/ou le Hutu ainsi que leurs collaborateurs.

Nées de l'initiative des élites du Nord-Kivu à Walikale en 1994, ces 'milices transethniques des autochtones' seront diversement qualifiées. Dans les milieux des associations ethniques elles seront appelées *combattants*, *vijana* (les jeunes). Avec leur structuration progressive, elles seront nommées *Batiri* et *Katuku* dans le territoire de Walikale, *Ngilima* dans les territoires voisins de Masisi, Rutshuru et Lubero.

En effet, le nom Batiri renvoie ici au mythe du redoutable chasseur-guerrier qui hante les forêts situées entre Lubutu dans la Province Orientale, Walikale dans la Province du Nord-Kivu et Punia dans la Province du Maniema. Cette région a servi de tanière aux anciens résistants de la secte *Kitawala* (J.E. Gérard 1969 et G. Mwene Batende 1984) de la période coloniale et aux anciens rebelles Simba (1964 et 1968) qui s'y livraient aux activités de chasse et d'exploitation d'or. Les pratiques magico-fétichistes de ces combattants ont toujours influencé l'imaginaire populaire locale. Nos enquêtes nous font croire que ce sont ces anciens rebelles mêlés aux chasseurs et braconniers de Walikale qui auraient constitué le noyau de ces *étranges Batiri*. Le récit habituel du mystérieux '*grand docteur-féticheur*' Kisangani alias Mutuka Munene venu de ces forêts pour transmettre la puissance magique par incision à quelques commandants Nyanga, Tembo et Hunde (les *Katuku*) à Waloa-Uroba (Walikale) avant d'être abattu à son retour par les soldats de la Division Spéciale Présidentielle (DSP) de Mobutu cantonnés à Pinga, paraît plus mythique que réel.

Par contre, *Katuku* est une expression en Kinyanga (langue des Banyanga, 'autochtones' du territoire de Walikale) qui fait allusion à une pratique locale de la pêche qui consiste à lancer l'hameçon et à ramener les 'entrailles du poisson' (le produit de la pêche). Il semble qu'il s'agisse tout simplement d'une référence au sort cruel que ces miliciens faisaient subir à leurs victimes qui comme dans le *Katuku* sont attrapés par leurs entrailles.

Enfin, *Ngilima* serait forgé à partir de *Ngelema*, une ethnie de Banalia dans la Province Orientale, District de la Tshopo. Réputés excellents chasseurs, la référence à leur appellation proviendrait beaucoup plus de l'idée de la mystification visant à entamer le moral de l'adversaire et surtout procéderait d'une pratique courante dans ce champ de violence transethniques et transnationales qui consiste à trouver des sobriquets et des prénoms en guise de surnom, obéissant sans doute au principe de clandestinité indispensable dans ces milieux, plutôt que d'utiliser des noms propres.

L'apparition et l'évolution de ce phénomène sont restées étroitement liées aux revendications autochtonistes et nationalistes, expression de la haine du Tutsi qui est aux yeux des combattants le représentant de l'occupant vu comme prédation des richesses naturelles du pays auquel il faut opposer une farouche résistance. Les *Mayi-Mayi* dépositaires historiques d'une identité politique (G. de Villers en Coll. avec J. Omasombo et E. Kennes 2001 : 150), sont eux aussi, au jour d'aujourd'hui, impliqués dans l'économie transnationale de prédation qui provoque l'*anéâtisation* de l'espace oriental de la R.D.Congo. Ce qui ressort des alliances conjoncturelles qui scandent leur histoire est le constat d'une multiplication des factions qui se disputent des domaines fièrement appelées en swahili *eneo*.

II.2. Principales factions et leurs territoires

Nous venons d'évoquer ci-haut, le Nord-Kivu (particulièrement Walikale et Masisi), profondément divisé par des conflits fonciers et politiques ethnicisés, reste à examiner comment ce berceau donna naissance aux *Mayi-Mayi*. Rutshuru et Lubero au Nord de la Province ont emprunté ces pratiques chez leurs voisins hunde-Nyanga-Tembo dans le cadre d'une tentative populaire de prise en charge des problèmes sociaux locaux face auxquelles, 'l'autre', l'étranger, a été vite rendu responsable. La persistance de cette option populiste et sa politisation qui vont impliquer directement les pays voisins longtemps soupçonnés de nourrir des intentions hégémoniques et belliqueuses. C'est ainsi que les Tutsi se réclamant de la nationalité congolaise, cristalliseront cette méfiance et contribueront, sans doute malgré eux, à essaimer cette xénophobie à travers d'autres Provinces comme le Sud-Kivu, le Maniema et le Nord-Katanga.

A ce jour, on peut dénombrer cinq principales factions au Nord-Kivu. Elles contrôlent chacune des territoires souvent disputés avec d'autres rébellions 'étrangères' dirigées par des chefs emblématiques. Le contrôle de ces espaces constitue en vérité 'la guerre dans la guerre' (Human Rights Watch 2001) et démultiplie les groupes armés en milliers de factions difficiles à dénombrer avec exactitude. Toutes ces factions sont autonomes les unes des autres et ne se reconnaissent pas en un commandement unique. La propension à chercher plus d'autonomie, l'absence des codes et règles uniformisés, le faible niveau d'instruction de la plupart des chefs, l'absence d'une idéologie et d'un projet de société cohérent, l'indiscipline et le désordre font des *Mayi-Mayi* une force réellement insaisissable et nuisible à la société.³ Il est possible d'examiner quelques une des plus importantes milices du Kivu.

Nous citerons en premier la faction du Commandant Akilimali Hunde et *Mayi-Mayi* de la première heure. Son maquis est longtemps resté situé dans le Territoire Masisi à une centaine de kilomètres du quartier général du RCD-Goma. Menaçant directement les Banyarwanda majoritaires (plus de 70 pour cent des habitants) dans cette zone, il est resté le plus exposé aux énergiques repréailles de l'APR et de la force armée du RCD-Goma. Délogé des localités de Masisi, il occupe un territoire de contrôle actuel situé dans les forêts de la région Tembo sur un petit triangle fixé entre Bunyakiri, Walikale et Masisi.

En deuxième lieu, le Commandant La Fontaine Kakule Sikuli dont l'aire de contrôle a oscillé entre Bunyatenge, Miriki, Mbingi et Kaïna sur l'axe Goma-Butembo. De l'ethnie Nande et ancien *Ngilima* enrôlé dans l'armée de l'AFDL en 1996, il a infiltré vers 1999, accompagné d'un groupe de jeunes avocats, la région de Beni-Butembo alors contrôlée par le RDC-K-ML de Mbusa Nyamwisi et ses alliés Ougandais. Cette infiltration participait d'une grande opération de résistance lancée par le gouvernement de Kinshasa dont le fer de lance était les Forces d'Autodéfense Populaire (FAP), qui agissaient à

partir des espaces occupées. A Beni-Butembo, l'implication des milieux religieux catholiques à partir des couvents de Kinshasa et de Nairobi et des notabilités Nande en quête de reconnaissance politique sera d'un grand apport pour les Kabila.

Soldat formé à Mateba (Rutshuru) par les éléments de l'APR en novembre 1996, La Fontaine est parmi les rares chefs *Mayi-Mayi* ayant un niveau d'instruction acceptable. Sans idéologie particulière, son groupe dit Brigade Raisonneur/FAP est resté allié des Interehamwe et des ex-FAR avant de collaborer avec le RCD-Goma et l'APR à l'issue du Dialogue Intercongolais. Les maigres résultats de cette collaboration entraînent une grande déception chez nombre de *Mayi-Mayi* n'ayant pas reçu de récompenses dans le nouveau pouvoir.

En troisième lieu, Vita Kitambala dit Général. Ancien agriculteur Nande et sans instruction, il a intégré les *Mayi-Mayi* en suivant la vague du Commandant Kaganga en novembre 1996 (infra). Son territoire de contrôle est situé dans les forêts environnant les localités de Kasugho et de Muhola à plus ou moins de 60 Kilomètres de Butembo. Sans activités d'envergure, il est parmi les chefs *Mayi-Mayi* restés attachés aux prélats catholiques. En 2002, il a été désigné chef militaire de toutes les factions *Mayi-Mayi* évoluant en région Nande de Beni-Butembo dans le cadre d'une coalition unissant le gouvernement de Kinshasa et le RCD-K-ML alors en rupture de ban avec l'Ouganda son principal allié.

En quatrième lieu, la faction de Fabien Mudohu Kukumana alias Commandant suprême qui se réclame du Lumumbisme. Ancien Président Urbain du Mouvement National Lumuba des années 90 et ancien membre du MNC de Lumumba, cet ancien Huissier de banque âgé d'une soixantaine d'années a commandé, au lendemain de la prise du pouvoir par l'AFDL, le maquis le plus peuplé du Nord-Kivu. Son aire de contrôle était située au Nord-Est de la ville de Butembo et dans le graben. Il est actuellement sénateur pour la période de transition et comme le précédent, ses combattants restent cantonnées à Beni pour une formation afin d'intégrer la nouvelle armée nationale unifiée.

En cinquième lieu, la faction de Loloko Kopokopo. Ancien ambulancier d'une quarantaine d'années, il a intégré les *Mayi-Mayi* dans la foulée de l'AFDL et s'est distingué par la bonne organisation de son maquis implanté dans la région de Mangoredjipa, un ancien domaine de MGL (Mines des Grands Lacs) riche en coltan, or, cassitérite, Walthromite, bois, etc. Il s'est aussi fait remarquer par ses tactiques de guerre et de pression. Il fût l'un des premiers à procéder à une internationalisation de l'insécurité. C'est le cas des prises en otage de la haute hiérarchie du Front de Libération du Congo – issu de l'éphémère coalition Mouvement de Libération du Congo (MLC) et RCD-K-ML – et de 24 thaïlandais, d'un Suédois et d'un Kenyan de la Compagnie Dara Forest spécialisée dans l'exploitation du bois. Tous ces otages seront libérés après d'après négociations et paiement des fortes rançons. Incapable de gérer ses alli-

ances et surtout le développement rapide de son maquis, il se donnera la mort dans les forêts de Mambasa au cours d'une attaque lancée contre son mouvement par l'Armée du Peuple Congolais (APC) du RCD-K-ML en début 2003. Sa deuxième épouse tente aujourd'hui de reconstituer cette faction dispersée après la mort de son emblématique Commandant.

Il existe une multitude d'autres petits chefs *Mayi-Mayi* au Nord-Kivu contrôlant parfois de petits villages ou de simples collines. Jusqu'à 2000, Mbindule en dénombrait 5 à Masisi-Walikale et 24 à Beni-Butembo (1999-2000 : 13).

Au Sud-Kivu, le Général Padiri, de l'ethnie minoritaire Tembo de Bunyakiri à Kalehe, est le chef *Mayi-Mayi* le plus prestigieux. D'une trentaine d'années et très proche du pouvoir des Kabila, il a été nommé Général Major par Laurent-Désiré Kabila en septembre 1999 à la suite d'une tentative assez osée d'organisation de la résistance et de l'offensive gouvernementale sous la coordination du Général Sylvestre Lwatsha à partir du territoire occupé par le RCD-Goma et l'APR. Ce dernier sera élevé à la fonction de commandant en chef de l'armée nationale. Bénéficiant du ravitaillement en armes et munitions à partir de Kinshasa, Padiri en a profité pour étendre ses maquis de Bunyakiri, Walikale, Pangi, jusqu'à Miti, Shabunda et Kalima. A l'issue du partage des charges publiques au moment de la transition, il a été nommé Général de brigade et affecté comme responsable de la région militaire de Kisangani.

Symbolisant actuellement la résistance citoyenne congolaise contre une guerre perçue et vécue par la majorité des congolais comme une pure agression et occupation extérieure, il doit son succès à un large soutien des élites sociales, politiques et ecclésiastiques du Sud-Kivu et principalement le réseau Shi structuré par la très remuante église catholique et la société civile ainsi qu'au soutien matériel du gouvernement de Kinshasa.

D'autres factions du Sud-Kivu sont dirigées par des anciens rebelles Simba des années 60 et membres du maquis de L.-D. Kabila. Elles ont été organisées dans la région de Fizi-Baraka-Uvira qui a un passé insurrectionnel assez riche. Si d'autres chefs comme le Général Sikatenda, le Général Lwetsha et Charles Simba par exemple ont eu une courte carrière de milicien, le Commandant Daniel Dunia est celui qui est resté longtemps présent sur le terrain. Par contre à Kamituga, le *Mudundu 40* de Patient Mwendenga s'est fondu dans le RCD dès 2002.

Au Maniema et au Nord-Katanga, ce phénomène est plus une création du pouvoir de Kinshasa qu'une initiative populaire locale. Ce qui fait que les querelles autour du partage de l'aide de Kinshasa ou des redditions en faveur du RCD sont résolues par des compensations financières. Ces *Mayi-Mayi* qui se présentent désormais comme Forces d'Autodéfense Populaires (FAP) sont souvent indisciplinés et désorganisés. Fin 2002, à Ankoro au Katanga, un affrontement sanglant les avait opposé à leurs alliés des Forces Armées Congolaises (FAC) et au milieu de l'année 2003, un autre groupe sera arrêté à

Lubumbashi après une entrevue insatisfaisante avec Joseph Kabila. Ces agitations sont plus remarquables aujourd'hui dans le partage de la rente politique au sortir de la guerre. C'est par ailleurs, une des raisons qui ont toujours guidé ces miliciens et les ont conduit à contracter des alliances contradictoires et parfois même 'contre-nature'.

III. Precarisation des Alliances: Realités et Portée

Pour parler des jeux et enjeux des alliances que les *Mayi-Mayi* ont entretenues dans leurs luttes, il faut s'attarder sur leur origine. En effet, à la constitution au second semestre 1994, les *Mayi-Mayi* étaient organisés en groupes ethniquement homogènes structurés autour des clans, des ethnies affirmant leurs autochtonies et enracinés sur des collines qu'ils entendaient protéger contre l'*envahissement*, les immigrés Hutu de Masisi et Walikale organisés, eux, en Mutuelle des Agriculteurs des Virunga, Magrivi. La psychose créée par la forte présence des nouveaux réfugiés Hutu sur le sol Congolais et surtout leur implication immédiate dans les conflits locaux, fera naître une coalition d'ethnies du Nord-Kivu et même du Sud-Kivu qui constituera en milices. Au déclenchement de la guerre de l'AFDL en octobre 1996, les *Mayi-Mayi* se rallieront aux ex-FAZ de Mobutu, leur ennemie d'hier. Mais peu après, dès décembre 1996, quelques factions se retourneront contre les forces armées zaïroises.

III.1. La haine ethnique comme fil conducteur?

Comme nous venions de le souligner ci-haut, les milices *Mayi-Mayi* ont émergé de la persistante de la conflictualité au Nord-Kivu longtemps délaissé par l'autorité centrale. C'est en interaction avec les crises des régions voisines, l'implication des armées régulières et des gouvernements des pays des grands lacs qui, à leur tour, généreront des bandes armées et rébellions diverses que les milices connaîtront une évolution numérique et structurelle.⁴

Dès le départ, nombreux sont ceux qui ont cru observer dans les alliances qui se tissaient sur ce terrain, une logique simple du genre : 'l'ennemi de mon ennemi est mon ami'. Il est, en effet, connu que les *Mayi-Mayi* ont émergé de la haine interethnique *kivutienne* vouée principalement aux Tutsi et toutes les forces qui seraient opposées à ces derniers seraient *naturellement* alliées. Pourtant, tel ne semble pas avoir été la logique qui a présidé à l'organisation des coalitions belligères constituées au cours de ce conflit.

En effet, il est un fait que les milices *Mayi-Mayi* sont nées au Nord-Kivu dans un contexte d'affrontement avec les Hutu à Walikale, Masisi, Rutshuru et Lubero. Bien des témoins attestent que dès le départ (1994), ces milices – alors appelés *Ngilima* – ne s'apprenaient pas aux Tutsi.⁵ Il y en a même qui affirment qu'on trouvait quelque Tutsi dans leurs rangs. Si un tel fait se confirmait, il pourrait laisser croire que le régime de Kigali agissaient déjà en sous main sur

les *Ngilima* afin de contrer les réfugiés Hutu qui tentaient alors de s'installer au Congo.

Cette alliance éphémère qui consistera beaucoup plus en l'approvisionnement en quelques armes, munitions et stratégies, ne durera pas. Les sources d'approvisionnement en armes se diversifiaient assez rapidement. Avec l'afflux des réfugiés désarmés par les ex-FAZ⁶, les armes seront bon marché⁷. Mais aussi, Kigali ne parviendra pas à maîtriser la totalité des groupes *Ngilima* qui, comme des champignons, se multiplieront dans les villages et collines sans commandement unique susceptible de faciliter une collaboration. De même, ces miliciens autochtonistes arriveront à substituer l'apport technique Tutsi par l'expérience technico-fétichiste des maquisards dits *Kasindiens*⁸ et celle des déserteurs ex-FAZ.

Les exemples les plus frappants sont ceux des alliances assez mouvantes avec les ex-FAR et Interhamwe au Kivu montagneux ainsi que celles assez constantes avec les troupes de l'ancien Commandant du RCD-Goma Patrick Masunzu. Essentiellement composés de Hutu et de Tutsi, certains groupes ont 'objectivement' collaborés avec les *Mayi-Mayi* au-delà des clivages ethniques apparents paradoxalement privilégiés dans les études qui leur sont consacrées. Les enjeux conjoncturels font fi des différences ressenties par les combattants des différents bords.

III.2. *Enclaves violentes et nouvelles autorités locales*

Alors que jusqu'au deuxième trimestre 1995, les milices se développaient essentiellement dans le Nord-Kivu, ce sont les déplacements massifs des populations utilisés comme stratégie militaire qui ont étendu les violences à la Province voisine du Sud-Kivu. Les espaces ainsi homogénéisés à la suite d'une épuration à base ethnique, ont fini par dégager des enclaves échappant, encore plus nettement, aux normes, aux lois, aux modes de sociabilité et aux institutions étatiques. Ces enclaves sont placées sous l'autorité indiscutée des seigneurs de guerre et en leur sein a émergé un semblant d'appareil étatique installé grâce à la complicité de certaines autorités locales.

L'Eglise catholique – du moins ses représentants locaux – est l'un de ce nouveau lieu de pouvoir. Jean-Pierre Bemba, chef rebelle implanté en 2001 dans la partie septentrionale du Nord-Kivu, dit à ce sujet : 'Sur le plan social, l'enracinement profond du phénomène *mayi mayi* dans la société du nord Kivu laisse apparaître une influence marquante des Eglises sur certains combattants. Une forme particulière de théologie de la libération prend corps dans les collines du Kivu sous l'impulsion d'un clergé combatif et des figures charismatiques parmi lesquels monseigneur Kataliko. Un bras-de-fer opposant le prélat au RCD/Goma révéla l'extraordinaire vitalité de l'église du Kivu qui est le fer-de-lance du nationalisme kivitien. L'exacerbation de l'antagonisme entre l'église et le mouvement de libération pro-rwandais va renforcer la compréhension de plus en plus marquée des hommes d'églises vi-à-vis du

phénomène mayi mayi (...) Le clergé de Butembo dispose d'un réel crédit auprès des combattants mayi mayi' (2002: 192 et 199).

On peut illustrer cette mainmise des hommes de Dieu sur les combattants par les correspondances du Général Vita Kitambala du maquis de Kasugho au Nord-Kivu qui, en réponse à des propositions d'alliance de la rébellion du RCD-K-ML en janvier 2002, s'en remettait à l'aval de Monseigneur Melchisédech Sikuli, Evêque de Butembo-Beni en plus d'une donation consistant en une camionnette de fabrication japonaise⁹. Outre les ressentiments intra-ethniques basés sur des clivages claniques et territoriaux qui ont toujours sous-tendues les relations entre élites Nande, l'appartenance de l'écrasante majorité des principaux animateurs du RCD-K-ML à la religion protestante et la quête effrénée de l'émergence d'un leadership de confession catholique transparaissent toujours dans les alliances/défections survenues chez les *Mayi-Mayi* Nande.

A ces hommes d'église, il faut associer les animateurs des organisations caritatives, les défenseurs de droits de l'homme, les chefs coutumiers, les commerçants, les politiciens, les hommes des médias... qui s'imposent pratiquement comme un véritable *état-major politique et militaire des Mayi-Mayi*. Au-delà de la rhétorique nationaliste, ils visent leur propre profit dans ce nouvel espace social au sein duquel ils se sont imposés comme portes paroles, relais; ils en profitent pour exploiter et trafiquer grâce au crédit et au nouveau rôle social qu'ils acquièrent en l'absence de l'Etat central. A ce jour, nombreux d'entre eux soutiennent plus que jamais les chefs *Mayi-Mayi* dans l'espoir de tirer profit de la rente politique.

III.3. *Mercenariat et opportunismes*

Par ailleurs, les réponses militaires données successivement aux questions politiques posées par les nombreuses insurrections de l'est du pays, ont jeté les guérilleros expérimentés entre les mains d'entrepreneurs de violence peu scrupuleux. C'est le cas des *Kasindiens* à la fin de l'année 1995 qui intègrent les *Mayi-Mayi* à Masisi, à Rutshuru et à Sud-Lubero. Cette alliance relève visiblement plus de l'opportunisme que d'une véritable stratégie rationnelle. En fait, afin d'assurer leur survie, 204 rebelles bien entraînés et cantonnés en brousse ont du jouer au mercenaire et/ou au féticheur avant que ceux d'entre eux, originaires du Kivu, n'intègrent de plein droit les rangs des milices *Mayi-Mayi*. C'est le cas du commandant-féticheur Kaganga de l'ethnie Nande qui, à partir des groupes *Ngilima* de Bwito en Territoire Rutshuru, qui posait des barrages sur l'axe Goma-Lubero dans le Parc National des Virunga grâce, à partir d'octobre 1996, à une alliance successivement avec les FAZ et l'AFDL.

Par ailleurs, alors que le pouvoir central de Kinshasa ne parvenait pas à arbitrer les conflits à l'origine des affrontements entre communautés par milices interposées, ce même pouvoir opta successivement pour un désarmement plus ou moins pacifique en avril 1996 (*Kimya Masisi*, Paix à

Masisi) avant d'appliquer une dure répression qui va déboucher sur des actes de pillage et d'incendie à travers l'opération dite *mbata* (gifle) lancée un mois après la première. Les atrocités de cette opération creusèrent un fossé réel entre l'armée régulière et les *Mayi-Mayi*, principale cible de cette répression. Les exactions commises à cette occasion par les FAZ contribueront à donner aux *Mayi-Mayi* l'image d'une *armée de la population locale*, chargée de défendre leur intérêt. Cette représentation est si forte que leurs bavures sont tuées et justifiées par les victimes elles-mêmes.

Cinq mois après, ces hostilités se muèrent en une alliance parfaite de quelques jours scellée lors du lancement de l'offensive Rwandaise aidée par la coalition de l'AFDL. Les *Mayi-Mayi* s'allieront alors rapidement à l'armée régulière qui va finalement les laisser agir sur les Tutsi. Réputés invulnérables aux balles ennemies, ils seront placés à la ligne de front dans la dernière semaine du mois d'octobre alors que les insurgés approchaient les villes de Bukavu et Goma. Les miliciens et réfugiés armés Hutu intégreront quelques jours après cette nouvelle alliance des ennemis d'hier.

Cette alliance, non plus, ne fera pas long feu. Elle connaîtra rapidement un retournement après la soumission des villes d'Uvira, Bukavu et Goma par la coalition des insurgés de l'AFDL. Deux points de jonction avec les *Mayi-Mayi* seront ainsi constitués: les anciens rebelles du Ruwenzori et les services de renseignements militaires de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR). Une promesse ferme est faite: 'les militaires Tutsi rwandais qui constituent le fer de lance du nouveau mouvement accompagnent les congolais pour renverser le régime dictatorial de Mobutu après quoi ils regagneront leur mère-patrie'¹⁰. Cette nouvelle coalition anti-mobutiste ne survivra pas face aux ressentiments anti-tutsi et au désordre d'une bande de combattants drogués et indisciplinés. Des affrontements sanglants opposeront les éléments Tutsi et *Mayi-Mayi* de la bande à Kaganga pour le contrôle des localités situées sur l'axe Goma-Bunia-Nyanya. Ces querelles avaient pour objectif les butins de guerre et l'autonomie de la milice *Mayi-Mayi* par rapport à l'AFDL alors localement perçue comme une force d'occupation. Elles n'empêcheront pas l'AFDL, accompagnée de quelques *Mayi-Mayi* ayant subi une brève formation militaire, de prendre le pouvoir à Kinshasa six mois après. Ces 'libérateurs' feront partie de l'armée hétéroclite qui conduisit l'AFDL à Kinshasa. Ces miliciens constituent la faction appelée les *Kidogo* (enfants-soldats).

III.4. *Désordre et indocilité comme projet social*

Lorsque la deuxième guerre du Congo se déclenche en août 1998, c'est dans un contexte kivutien de rupture avec le président Kabila désormais perçu comme un traître à la suite du constat d'une présence significative de Tutsi à des postes de responsabilité. Une désaffection renforcée par les nombreuses promesses non tenues du président (J.-C. Willame 1999: 221-275). Alors que d'aucuns pensaient que les *Mayi-Mayi* allaient automatiquement s'allier à la nouvelle

rébellion dominée par les Tutsi, ils s'y opposeront radicalement. Déjà le 14 août 1998, un groupe allié aux rebelles Hutu Rwandais envahit Goma pour défier les nouveaux occupants. D'autres groupes composés de *Mayi-Mayi*, d'ex-FAR, d'*Interehamwe*, d'ex-FAZ, FAC et des anciens *Simba* défaits envahiront Butembo et Bukavu quelques semaines après. A chaque fois, ces occupations seront de courte durée.

Ces nouvelles alliances sont purement conjoncturelles et circonstancielles et ne sont pas sous l'autorité d'un état-major unique. Des affrontements sanglants entre ces forces seront même souvent enregistrés. Ce qui fragilisera leur lutte commune. Mais entre temps, chaque milice tentera de se tailler un espace à contrôler. Les *Interhamwe* choisiront les parcs nationaux (Kahuzi-Biega, Virunga) et les forêts, les *Mayi-Mayi* s'accaparèrent de quelques localités difficiles d'accès à Kalehe, Walungu, Shabunda, Fizi, Mwenga, Walikale, Masisi, Lubero et Beni. A partir de 1999, n'arrivant pas à freiner l'avancée rebelle, Kinshasa tentera en vain de les utiliser. La crainte de voir ces groupes de résistants s'autonomiser et revendiquer leur part du pouvoir est sans doute l'objectif premier du pouvoir. Sylvestre Lwetsha et Sikatenda, originaires de ces provinces et compagnons de lutte de Laurent-Désiré Kabila, y ont été déployés pour tenter d'organiser cette résistance échoueront dans leur entreprise de réunification de ces différentes forces. Ils assureront néanmoins une liaison efficace à partir de Lubumbashi et Kamina pour le ravitaillement en armes et munitions et ainsi contribuer, non seulement à l'extension des espaces territoriaux de ces résistants, mais aussi à leur structuration organisationnelle. C'est au cours de cette période (vers début 1999), que la province du Maniema connaît l'émergence de premiers *Mayi-Mayi*. Ils se buteront rapidement à l'indiscipline et à l'indocilité des groupes basés dans le Nord-Kivu et dans le Maniema¹¹ alors que ceux du Sud-Kivu collaboreront sans perdre leur autonomie relative. On parlera des Forces d'Autodéfense Populaires (FAP) à l'exemple de celles initiées par les populations civiles à Kinshasa au lendemain de la mise en déroute des rebelles infiltrés dans les communes populaires de Kinshasa en septembre 1998. Dans ce contexte, le désordre semble être une stratégie délibérée adoptées pour éviter toute prise de contrôle des milices par des instances extérieures, mais force est de constater qu'une telle politique s'est avérée assez funeste.

Conclusion

La crise de l'Etat s'impose comme un cadre d'intelligibilité du phénomène *Mayi-Mayi*. Cette perspective s'oppose aux thèses dominantes qui ont privilégié, à tort, la misère généralisée (par exemple J.Ciervide 2003 : 482), l'exclusion, le désœuvrement et l'ethnicité comme fondement d'une prétendue particularité politique et identitaire du Congo oriental.

En effet, frappé de plein fouet par la crise de l'Etat qui se manifeste par la formation d'espaces hors de contrôle de l'Etat (B. Sall 1997 : 247-248), la R.D.

Congo s'est enlisée dans une spirale d'insécurité et de violence. La lutte acharnée des acteurs de la violence à l'Est du pays – gouvernement de Kinshasa, de Kigali, de l'Ouganda, acteurs sociaux locaux – pour la reprise du contrôle de ce champ étatique a, à son tour, laissé apparaître une forme de particulière de gouvernementalité régionale. Ce pouvoir local se sert des milices et particulièrement des *Mayi-Mayi*, comme alliés militaires, comme trouble-fête, ou comme prétexte pour justifier des actions illégitimes. Ce qui fait que les revendications identitaires, foncières et de sécurité, qui ont justifié leur apparition en 1994, se trouvent actuellement englouties dans des revendications ethno-nationalistes derrière lesquels s'organise une véritable maffia autour des rentes politiques et financières produits de la situation de violence généralisée.

A ce jour, les factions *Mayi-Mayi* restent d'avantage divisées par le partage du pouvoir que par la question de la restauration de l'autorité central, restauration amorcée par une révision précipitée des codes minières, forestières et d'investissement qui, pour l'instant, font la part belle aux investisseurs extérieurs.

Par ailleurs, des miliciens s'estimant mal servis par le nouveau pouvoir installé à Kinshasa repartent en province pour proposer leurs services à l'Ouganda et au Rwanda qui, au lendemain de leur retrait officiel du Congo, cherchent à démontrer que le Congo est important pour leur sécurité tout en continuant d'exploiter les richesses du pays. Ils rentrent aussi en province pour 'se servir' à leur tour aux dépens des populations qu'ils violent, violentent et pillent. Ils consolident ainsi des enclaves désétatisées où ils recréent un semblant d'Etat en procédant à des nominations et à des révocations de fonctionnaires. Ils y bricolent des systèmes judiciaires par lesquels ils rançonnent les présumés sorciers et usurpateurs de pouvoir coutumier, contrôlent les axes d'accès aux mines d'or, de diamant et de coltan sur lesquelles ils perçoivent des redevances, taxes et impôts, etc. L'enrichissement facile reste désormais le maître mot. Une telle perspective va au-delà de la simple pauvreté. Ne peut-on pas y voir le prolongement d'une *nouvelle éthique du gain facile* (L. Monnier 2003 : 20) et de la marchandisation de l'ensemble des relations sociales qui se développent en Afrique et dans le monde à la faveur de la globalisation?

Notes

1. 'La gouvernementalité', selon Michel Foucault, est 'l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, bien que complexe, de pouvoir, qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument technique essentiel, les dispositifs de sécurité'. Elle fait référence à une *série d'appareils spécifiques de gouvernement, le développement de toute une série de savoirs et une gouvernementalisation de l'Etat administratif*.

La régulation des individus et la disposition des espaces, des biens et des richesses repérables à travers les violences de tout genre en constituent les dimensions (cité par A.M. Mbikayi 1997: 84-105).

2. *Banyamulenge* signifie littéralement habitant de Mulenge. Ce terme générique, inventé dans les années 70 par l'élite politique tutsi du Sud-Kivu dans le but de marquer la différence entre les Tutsi Rwandais et Burundais et les Tutsi (réfugiés et clandestins) se réclamant de nationalité congolaise, sert abusivement pour désigner tous les Tutsi résidant au Congo. Il faut le dissocier de *Banyarwanda* qui s'applique aux Tutsi et Hutu habitant le Nord-Kivu.
3. Lire aussi (V.M. Mbavu 2003 : 163-164).
4. On peut citer le *National Army of Liberation of Uganda* (NALU) dès 1991 et les *Allied Democratic Forces* (ADF) autour de 95 pour l'Ouganda, l'*Armée de Libération du Rwanda* (ALIR) et les *Forces Démocratiques de Libération du Rwanda* (FDLR) nées de l'encadrement des ex-FAR et autres miliciens *Interehamwe* en errance dans les forêts congolaises de l'Est ainsi que les *Forces pour la Défense de la Démocratie* (FDD) pour le Burundi.
5. Compte rendu de la réunion extraordinaire du Comité régional de sécurité du Nord-Kivu du 20 janvier 1995. Ces allégations ont été confirmées par beaucoup d'autres témoins qui ont pour la plupart requis l'anonymat. Voir parmi eux Justin Kambale (interviewé à Kinshasa en octobre 1999), ancien Ngilima ayant intégré l'armée régulière en novembre 1996 dans la mouvance de l'AFDL.
6. Le rapprochement entre Kigali et le corps expéditionnaire des FAZ en Province tournait autour du trafic des armes récupérées sur les ex-FAR réfugiés en RDC. Ces armes étaient rachetées par Kigali, sûrement pour diminuer le potentiel de nuisance de ces *réfugiés armés* autour desquels le Gouvernement Kengo et le Maréchal Mobutu ne s'accordaient pas déjà.
7. Avec l'afflux des réfugiés rwandais, 50 dollars américains suffisaient pour obtenir une arme légère (*kalachnikov* par exemple) et 100 pour une arme lourde.
8. 204 éléments FLC, PRP, LDC qui s'étaient rendus début 1994 et qui ont été abandonnés à Kirotshé à Masisi en plein affrontements communautaires.
9. Général Vita Kitambala, correspondances privées à Eric Kamavu, Maire de la ville de Butembo, décembre 2001.
10. Témoignage recueilli auprès de Paluku Maregani, ancien représentant des étudiants de l'Université Catholique du Graben et Collaborateur du Colonel Moses Kibathondwa (dénombré parmi les *Kasindiens* et nommé Responsable national de la sécurité intérieure de la RDC au lendemain de la victoire de l'AFDL en mai 1997), Butembo, mars 1997.
11. Des graves violations de droits de l'homme, des viols, des exécutions sommaires, des actes pillages, des rançonnements, des prises d'otage, des prélèvements indus sur le revenu des paisibles... seront souvent déplorés dans le chef de tous ces *Mayi-Mayi* pourtant s'affirmant être du côté des intérêts de la population civile.

Bibliographie

Bemba, J-P. 2002. *Le choix de la liberté*, Venus, Gbadolilte.

- Ciervide, J. 2003. 'Nord-Est de la République Démocratique du Congo: armes, minerais et ethnies', in *Congo-Afrique*, XLIII^e année, n° 378, octobre, pp. 482-491.
- Gérard, J.E. 1969. *Les fondements syncrétiques du Kitawala*, CRiSP, Bruxelles.
- Human Rights Watch, 2002. *République Démocratique du Congo. La guerre dans la guerre. Violences sexuelles contre la femme et les filles dans l'est du Congo*, Rapport 2002 (disponible sur www.hrw.org/french/report/drc2002/congofr0602-03.htm) *Jeune Afrique Economie*, n° 286 du 3 au 6 mai 1995, p.25.
- Kennes, E. 1998. 'La guerre au Congo', in F. Reyntjens et S. Marysse (sous la dir. de), *L'Afrique des grands lacs. Annuaire 1997-1998*, Centre d'étude de la région des grands lacs d'Afrique-L'Harmattan, Paris, pp. 231-272.
- Mathieu, P. et T. Mafikiri. 1999. 'Enjeux fonciers, déplacements de population et escalades conflictuelles (1930-1995)', in P. Mathieu et J.-C. Willame (sous la dir. de), *Conflits et guerres au Kivu et dans la région des grands lacs. Entre tensions locales et escalade régionale*, Institut Africain et L'Harmattan, Tervuren et Paris.
- Mbavu, V.M. 2003. *Le Congo-Zaïre d'une guerre à l'autre – de libération en occupation (Chronique 1996-Lusaka 1999)*, L'Harmattan, Paris.
- Mbikayi, A.M. 1996-1997. *Le phénomène de violence dans le système politique zaïrois postcolonial. Essai d'explication de ses fondements et mécanismes*, thèse de doctorat inédit, FSSAP/UNIKIN.
- Mbindule, C.M. 1999-2000. *Analyse de la rébellion Mayi-Mayi et son impact socio-politique et économique en Territoire de Lubero au Nord-Kivu 1996-2000*, Travail de Fin de Cycle inédit, FSSAP/UCG.
- Monnier, L. 'Introduction: chasse au diamant au Congo/Zaïre', in L. Monnier, B. Jewsiewicki et G. de Villers (sous la dir. de), *Chasse au diamant au Congo/Zaïre*, Institut Africain et L'Harmattan, Tervuren et Paris, pp. 9-26.
- Mwaka, A.B. 2003. *La nationalité en R.D. Congo: tremplin, gratification ou sanction? Appel pour une nationalité bien comprise*, Centre d'Etudes Politiques, Kinshasa.
- Reyntjens, F. 1999. *La guerre des grands lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, L'Harmattan, Paris et Montréal.
- Sall, B. 'Anétatisme et modes sociaux de recours', in *Les avatars de l'Etat en Afrique*, Karthala, Paris, 1997.
- Verhaegen, B. 1993. 'Principes et pratiques de l'Histoire immédiate en Afrique', in J. T. Omasombo (sous la dir. de), *Le Zaïre à l'épreuve de l'histoire immédiate*, Karthala, Paris, pp. 277-298.
- Willame, J.-C. 1997. *Banyarwanda et Banyamulenge. Violences et ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*, Institut Africain-L'Harmattan, Bruxelles-Paris.
- Wilungula, C.B. 1997. *Fizi 1967-1996. Le maquis Kabila*, Institut Africain et L'Harmattan, Bruxelles et Paris.